



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de l'interministerialité  
et du développement durable**

**ARRÊTÉ DIDD - 2022 - n° 290 du 07 OCT. 2022**

**Prescriptions complémentaires – société ZACH SYSTEM à Avrillé**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code de l'Environnement,
- VU** le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- VU** le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif aux stockages aériens des liquides inflammables et notamment ses articles 43-1 et suivants ;
- VU** le point I de l'article VI titre VI de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-98-N° 1108 du 02 décembre 1998, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires notamment par celui du 24 juillet 2014 (DIDD-n°2014-270) ;
- VU** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2022-031 du 31 août 2022 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la Préfecture ;
- VU** la demande du 28 mars 2019 relative à la demande de recours permanents aux moyens humains et matériels du SDIS complétée le 20 décembre 2020 ;
- VU** le document établi par le CNPP n° R.18.00.36 sur la définition des stratégies d'intervention et de dimensionnement des moyens d'extinction et de protection du 13 avril 2018 ;
- VU** l'avis favorable en date du 01 mars 2022 du SDIS sur la demande de recours aux moyens humains et matériels des services d'intervention et de secours ;
- VU** les observations de l'exploitant en date du 28 septembre 2022 ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 21 septembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Considérant** la nécessité pour l'exploitant d'élaborer une stratégie de lutte contre l'incendie et de la formaliser dans un plan de défense contre l'incendie tel que requis à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié ;

**Considérant** que les installations disposant de stockages en récipients mobiles soumis à l'arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables et de réservoirs fixes soumis à l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 appliquent les dispositions de l'article 43

de l'arrêté modifié du 3 octobre 2010 en lieu et place des dispositions du titre VI de l'arrêté du 24 septembre 2020 ;

**Considérant** que l'exploitant a établi sa stratégie de lutte contre l'incendie (document du CNPP n°R18.0036 du 13 avril 2018 complété par 6 annexes et un document de synthèse établi par Zach System le 20 décembre 2020) et que celle-ci a été intégrée au POI du site (Plan d'Opération Interne) ;

**Considérant** que les moyens humains et matériels sollicités par l'exploitant ont fait l'objet d'un avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Maine-et-Loire (SDIS49) dans son avis du 01 mars 2022 à l'exception du déclenchement manuel des déluges dans la zone de dépotage, de la rétention SAB et des parcs à fûts en cas de non déclenchement automatique ;

**Considérant** que les demandes du SDIS 49 formulées dans son avis du 01 mars 2022 font l'objet de prescriptions dans le présent arrêté ;

**Considérant** que le concours aux moyens humains et matériels du service d'intervention et des secours doit être approuvé par arrêté préfectoral selon l'article 43-2-2 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié ;

**Considérant** que cette stratégie de lutte contre un incendie nécessite le respect par l'exploitant de prescriptions complémentaires, objet de ce présent arrêté pris en application de l'article R181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire.

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **1.1 Titulaire de l'autorisation**

La Société Zach System, située en zone industrielle de la Croix Cadeau sur le territoire de la commune d'Avrillé (49 240), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de ses installations dans le cadre de son activité de fabrication de produits à destination des industries pharmaceutiques et alimentaires sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

##### **1.2 Défense contre l'incendie**

###### **1.2.1 Plan de défense incendie**

La stratégie pour la lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement telle que définie à l'article 43-1 et suivants de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié est formalisée dans un plan de défense incendie.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant **s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence** en moins de trois heures après le début de l'incendie et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

**Ce plan de défense incendie** comprend :

- les **procédures organisationnelles** associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne ;
- les **démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie** vis-à-vis de la stratégie définie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne de l'établissement ;
- pour **chaque scénario, la chronologie et la durée de chacune des opérations d'extinction** (nécessaires et mises en œuvre par l'exploitant). Sont notamment inclus dans cette chronologie : le début de l'incendie, la détection, le début et la fin de l'extinction, la phase post-extinction (entretien d'un tapis de mousse...), le cas échéant, la mise en œuvre des moyens fixes pouvant être endommagés par l'incendie ou des premiers moyens mobiles, l'arrivée d'une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention et la phase de temporisation.

**Le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie et, notamment la définition du taux d'application et la durée d'extinction pour les scénarios de référence, respectent à minima les exigences définies à l'article 43-1 et suivants de l'arrêté du 03 octobre modifié (et annexe 6).** D'autre part, il prend également en compte les moyens de protection des installations et de prévention ainsi qu'une éventuelle reprise d'un incendie en lien avec la stratégie et les objectifs définis.

L'exploitant s'assure en cas d'incendie que :

- les **moyens fixes d'extinction** pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un **délai maximum de quinze minutes après début de l'incendie**,
- en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie. Elle ne peut être effectuée dans un délai supérieur à soixante minutes après début de l'incendie,
- **une personne apte, formée, et autorisée** à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place au plus vite et dans un **délai maximum de trente minutes après le début de l'incendie**.

Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Le personnel doit être formé à la mise en place de dispositifs d'obturation pour confinement des écoulements dans l'attente de l'arrivée du SDIS. Une équipe de sécurité est constituée afin de lutter contre un éventuel sinistre.

L'exploitant doit s'assurer que les qualités des émulseurs qu'il choisit, tant en ce qui concerne ses moyens propres que ceux mis en commun ou à disposition des services d'incendie de secours, sont compatibles avec les produits stockés.

Les réserves d'émulseur doivent être protégées du flux thermique généré par un incendie afin de garder leur fonctionnalité. **Leurs volumes, leurs caractéristiques (concentration, classe de performance...) leurs positionnements et leurs conditionnements sont précisés dans le plan de défense incendie** et sont en cohérence avec la stratégie et les objectifs définis.



Les moyens de défense incendie ne doivent pas être démantelés immédiatement après l'extinction. Ils permettent l'entretien du tapis de mousse au taux minimum de 0,2 litres/m<sup>2</sup>/minute de solution moussante pendant 60 minutes après l'extinction.

Dans le trimestre qui suit la notification de ce présent arrêté, l'exploitant organise **un exercice de défense contre l'incendie**. Cet exercice est renouvelé **au moins tous les trois ans**. Il peut être inclus aux exercices POI.

#### 1.2.2 Recours aux moyens services d'incendie et de secours (SDIS)

L'exploitant prévoit dans **sa stratégie un recours aux moyens des services d'incendie et de secours (régime de non-autonomie)**. Le recours aux moyens du SDIS est approuvé dans le présent arrêté.

Le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en compléments de ses moyens propres et mentionnés dans l'avis du 01 mars 2022 du SDIS. L'ensemble des informations nécessaires pour permettre au service d'incendie et de secours d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée doit leur être transmis. **Le concours aux moyens du service d'incendie et de secours et les moyens complémentaires devant être mis en place par l'exploitant sont détaillés en annexe confidentielle.**

Le plan de défense incendie est inclus dans le Plan d'Opération Interne (P.O.I.). Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

## **TITRE 2. PUBLICITÉ, MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

### **CHAPITRE 2.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **CHAPITRE 2.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès de la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Nantes :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;  
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie d'Avrillé et Montreuil-Juigné;
- b) La publication de la décision sur le site Internet des services de l'État en Maine-et-Loire.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse <https://www.telecours.fr>.

### **CHAPITRE 2.3. PUBLICITÉ**

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Avrillé et de Montreuil-Juigné et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Avrillé et de Montreuil-Juigné pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Il est publié sur le site internet des services de l'État en Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **CHAPITRE 2.4. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, les maires d'Avrillé et de Montreuil-Juigné, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté

Fait à ANGERS, le

07 OCT. 2022

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture,

  
MAGALI DAVERTON

